



**RAPPORT QUINQUENNAL
SUR L'EVOLUTION DU MONTANT DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION**



Préambule

L'attribution de compensation constitue le plus important lien financier entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité professionnelle unique. Elle correspond à la différence entre la fiscalité professionnelle perçue par la commune avant passage à la fiscalité professionnelle unique et les charges transférées par les communes à l'intercommunalité.

Le dispositif de l'attribution de compensation a été créé par la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République et inscrit à l'article 1609 nonies C du Code général des impôts avec, entre autres, les mesures relatives à la fiscalité professionnelle transférée et la commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges.

Le dernier alinéa du 2° du V de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts dispose que :

«Tous les cinq ans, le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente un rapport sur l'évolution du montant des attributions de compensation au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences par l'établissement public de coopération intercommunale. Ce rapport donne lieu à un débat au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. Ce rapport est obligatoirement transmis aux communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale. »

Le présent rapport rappellera, l'objectif et les modalités de calcul des attributions de compensation d'une part et la situation des attributions de compensation à la création de la Saint-Louis Agglomération, d'autre part. Seront ensuite présentés l'évolution des attributions de compensation de 2017 à 2024 et en particulier l'impact des attributions de compensation au sein de budget de Saint-Louis Agglomération.

SOMMAIRE

1. L'objectif et les modalités de calcul des attributions de compensation 4
2. La situation des attributions de compensation à la création de Saint-Louis Agglomération _ 5
3. L'évolution des attributions de compensation de 2016 à 2024 6
4. L'impact des attributions de compensation.....13

1. L'OBJECTIF ET LES MODALITES DE CALCUL DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION

L'attribution de compensation a pour objet de garantir la neutralité budgétaire des transferts de ressources et des compétences entre les communes et l'intercommunalité. Ce dispositif est prévu au IV et au V de l'article 1609 nonies C du code général des impôts (CGI).

Lorsque l'établissement public de coopération intercommunale opte pour le régime de la fiscalité professionnelle unique (dit « FPU »), il se substitue aux communes pour la perception de :

- la cotisation foncière des entreprises (CFE) ;
- la part revenant au bloc communal de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) ;
- l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) revenant au bloc communal ;
- la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) ;
- la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non-bâties (TATFNB) ;
- des taux additionnels à la taxe d'habitation et aux taxes foncières.

Initialement, avec l'attribution de compensation, l'intercommunalité a vocation à reverser à la commune le montant des produits de fiscalité professionnelle perçus par cette dernière, l'année précédant celle de la première application du régime de la fiscalité professionnelle unique, en tenant compte du montant des transferts de charges opérés entre l'intercommunalité et la commune, calculé par la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT).

Une fois le montant de l'attribution de compensation fixé il ne peut être indexé. Toutefois cinq modalités de révision ont été prévues par le législateur à l'article 1609 nonies C du code général des impôts :

- **La révision liée aux transferts de compétence** entre l'intercommunalité et ses communes membres (IV de l'article). Lorsque le rapport de la CLECT est adopté par le Conseil de Communauté et la majorité qualifiée des communes membres, le montant de l'attribution de compensation est modifié en conséquence.
- **La révision libre** (1° bis du V) du code général des impôts, qui requiert des délibérations concordantes entre l'établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.
- **La révision individualisée pour les communes dotées d'un important potentiel financier** (7° du V) nécessite un accord entre l'établissement public de coopération intercommunale et une majorité qualifiée de ses communes membres. Elle prévoit la possibilité de diminuer les attributions de compensation d'une partie des communes membres lorsque les communes concernées disposent d'un potentiel financier par habitant supérieur de plus de 20 % au potentiel financier par habitant moyen de l'ensemble des communes membres. Cette réduction de leurs attributions de compensation ne peut excéder 5 % du montant de celles-ci.
- **La révision unilatérale lors des fusions d'EPCI** (5° du V). Elle permet de modifier le montant de l'attribution de compensation sans l'accord des communes membres. Elle est possible lors des trois premières années suivant une fusion d'intercommunalité ou un changement de périmètre. La révision ne peut pas avoir pour effet de minorer ou de majorer l'attribution de compensation de plus de 30 % du montant de chaque commune, représentant au plus 5 % des recettes réelles de fonctionnement de chaque commune concernée.
- **La révision « diminution des bases imposables »** (1° du V). Cette disposition prévoit que l'EPCI peut réduire les attributions de compensation lorsqu'il est constaté que le produit global des impositions (cotisation foncière des entreprises, cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux, taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties et la taxe sur les surfaces commerciales) est en baisse. Cette réduction ne peut ni être supérieure au montant de la perte de produit fiscal et ni avoir pour effet de baisser l'attribution de compensation des communes de plus de 5 % de leurs recettes réelles de fonctionnement.

2. LA SITUATION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION A LA CREATION DE SAINT-LOUIS AGGLOMERATION

Lors de la création au 1^{er} janvier 2017 de Saint-Louis Agglomération, les attributions de compensation pour chaque commune ont été déterminées en reprenant les décisions adoptées par les anciennes intercommunalités pour un montant total de 24 millions d'euros.

Les produits transférés :

1. La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)
2. La Cotisation à la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)
3. Les Impôts Forfaitaires sur les Entreprises de Réseaux (IFER)
4. La Taxe sur les Surfaces commerciales (TASCOM)
5. La Taxe additionnelle sur le Foncier Non Bâti (TaFNB)
6. Les Recettes de la Dotation Unique de Compensation de la Taxe Professionnelle (DUCSTP)
7. La Compensation part salaires (CPS) intégrée dans la DGF.

Tableau n°1 : montant des attributions de compensation par commune en 2017

	CFE	CVAE	TASCOM	TAFNB	IFER	DUCST	CPS	TOTAL
BARTENHEIM	295 431	188 220	31 914	5 545	119 843	1 581	107 520	750 054
BLOTZHEIM	183 846	116 611	38 774	15 038	7 906	2 032	166 708	530 915
BUSCHWILLER	4 076	1 283	0	2 115	946	55	1 877	10 352
HEGENHEIM	111 336	52 666	12 745	13 120	7 470	1 697	113 064	312 098
HESINGUE	2 040 468	835 716	41 162	5 530	14 903	926	308 266	3 246 971
HUNINGUE	2 743 481	1 750 888	46 003	9 556	48 024	1 833	695 237	5 295 022
KEMBS	598 771	94 359	6 785	8 125	189 843	1 223	134 401	1 033 507
ROSENAU	387 432	68 308	0	3 431	163 466	353	71 148	694 138
ST.LOUIS	4 399 834	1 423 009	451 386	23 891	47 983	24 997	2 450 816	8 821 916
VILLAGE-NEUF	1 281 970	242 174	0	8 944	66 100	741	72 902	1 672 831
ATTENSCHWILLER	15 469	12 338	0	2 676	0	0	39 727	70 210
BRINCKHEIM	2 267	0	0	813	0	70	11	3 161
FOLGENSBOURG	12 217	20 821	0	1 547	4 286	53	12 564	51 488
GEISPITZEN	3 831	5 807	0	569	0	0	1 398	11 605
HAGENTHAL LE BAS	32 580	10 943	0	4 253	8 281	140	49 934	106 131
HAGENTHAL LE HAUT	7 873	4 379	0	1 619	1 999	59	4 347	20 276
HELFRANTZKIRCH	5 440	2 093	0	698	5 357	71	9 159	22 818
KAPPELEN	8 387	2 451	0	1 317	2 194	125	4 986	19 460
KNOERINGUE	2 107	848	0	698	0	34	3 382	7 069
KOETZINGUE	1 917	0	0	618	0	2	1 602	4 139
LANDSER	18 107	8 468	0	1 259	0	853	17 625	46 312
LEYMEN	16 859	13 251	0	1 570	4 286	164	17 797	53 927
LIEBENSWILLER	680	3	0	275	0	0	0	958
MAGSTATT LE BAS	4 667	1 590	0	494	0	0	5 065	11 816
MAGSTATT LE HAUT	1 398	9	0	154	0	0	839	2 400
MICHELBAACH LE BAS	1 880	2 226	0	273	4 286	48	631	9 344
MICHELBAACH LE HAUT	6 119	3 230	0	729	0	0	5 191	15 269
NEUWILLER	11 802	4 994	0	635	0	130	14 392	31 953
RANSPACH LE BAS	8 128	8 503	0	858	0	93	15 572	33 154
RANSPACH LE HAUT	2 492	0	0	1 203	0	21	690	4 406
RANTZWILLER	16 459	4 406	0	2 024	3 214	15	2 001	28 119
SCHLIERBACH	33 526	28 566	0	3 854	4 286	71	18 675	88 978
SIERENTZ	371 670	197 374	295 770	12 756	329 609	1 680	156 681	1 365 540
STEINBRUNN LE HAUT	4 657	6 757	0	1 403	0	0	2 560	15 377
STETTEN	1 714	234	0	206	2 143	0	1 390	5 687
UFFHEIM	4 974	2 016	0	585	0	1	12 199	19 775
WALBACH	5 736	1 804	0	787	698	0	2 970	11 995
WALTENHEIM	6 832	932	0	373	0	0	624	8 761
WENTZWILLER	11 594	5 431	0	4 899	126	87	10 348	32 485
ZAESSINGUE	2 083	752	0	561	2 143	0	1 950	7 489
TOTAL	12 670 110	5 123 460	924 539	145 001	1 039 392	39 155	4 536 249	24 477 906

3. L'EVOLUTION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DE 2017 A 2024

Lors des années suivantes, l'attribution de compensation a évolué pour prendre en compte les transferts de compétences.

2017

- ✓ Transfert des Aires d'accueil des gens du voyage à l'Agglomération :
 - L'aire de Huningue (10 emplacements)
 - L'aire de Saint-Louis (20 emplacements)

- ✓ Transfert des Zones d'activités Economiques à l'Agglomération :

Au sens de la loi NOTRe la compétence des ZAE d'intérêt intercommunal est transférée à EPCI.

A ce titre, celui-ci doit exercer :

- L'étude, l'achat de foncier, l'aménagement de nouvelles zones,
- La promotion, la commercialisation, la revente des lots aménagés,
- L'animation de la zone, la gestion des services communs aux entreprises,
- L'entretien (voirie, espaces verts, espaces publics et mutualisés, signalétique, éclairage public, signalisation tricolore...)
- Les éventuelles réhabilitations, requalification...

Au-delà des conditions financières et patrimoniales du transferts de propriété des biens immobiliers et du foncier relevant du domaine privé communal, les transferts de charges sont évalués pour ce qui relève de :

- La voirie interne, les trottoirs, les accotements, les bordures, les caniveaux, le réseau d'eaux pluviales ;
- La signalisation verticale et horizontale, la signalétique ;
- Les équipements scellés au sol ;
- L'éclairage public ;
- Les espaces collectifs

Tableau n°2 : évaluation des charges transférées réalisée en 2017
par la CLECT (réunion du 29/09/2017)

	Au titre des aires d'accueil des gens de voyage	Au titre des Zones d'Activités Economiques	TOTAL
BARTENHEIM	- €	- 22 200,00 €	- 22 200,00 €
BLOTZHEIM	- €	- 16 005,00 €	- 16 005,00 €
HEGENHEIM	- €	- 11 025,00 €	- 11 025,00 €
HESINGUE	- €	- 33 300,00 €	- 33 300,00 €
HUNINGUE	- 13 303,00 €	- 1 950,00 €	- 15 253,00 €
KEMBS	- €	- 4 800,00 €	- 4 800,00 €
SAINT-LOUIS	- 30 136,00 €	- €	- 30 136,00 €
VILLAGE-NEUF	- €	- 990,00 €	- 990,00 €
SCHLIERBACH	- €	- 9 975,00 €	- 9 975,00 €
SIERENTZ	- €	- 32 130,00 €	- 32 130,00 €
TOTAL	- 43 439,00 €	- 132 375,00 €	- 175 814,00 €

Tableau n°3 : montant des attributions de compensation après transfert par commune en 2017

COMMUNES MEMBRES	AC	Charges transférées	TOTAL
BARTENHEIM	750 054	-22 200	727 854
BLOTZHEIM	530 915	-16 005	514 910
BUSCHWILLER	10 352		10 352
HEGENHEIM	312 098	-11 025	301 073
HESINGUE	3 246 971	-33 300	3 213 671
HUNINGUE	5 295 022	-15 253	5 279 769
KEMBS	1 033 507	-4 800	1 028 707
ROSENAU	694 138		694 138
ST.LOUIS	8 821 916	-30 136	8 791 780
VILLAGE-NEUF	1 672 831	-990	1 671 841
ATTENSCHWILLER	70 210		70 210
BRINCKHEIM	3 161		3 161
FOLGENSBOURG	51 488		51 488
GEISPITZEN	11 605		11 605
HAGENTHAL LE BAS	106 131		106 131
HAGENTHAL LE HAUT	20 276		20 276
HELFRANTZKIRCH	22 818		22 818
KAPPELEN	19 460		19 460
KNOERINGUE	7 069		7 069
KOETZINGUE	4 139		4 139
LANDSER	46 312		46 312
LEYMEN	53 927		53 927
LIEBENSWILLER	958		958
MAGSTATT LE BAS	11 816		11 816
MAGSTATT LE HAUT	2 400		2 400
MICHELBACH LE BAS	9 344		9 344
MICHELBACH LE HAUT	15 269		15 269
NEUWILLER	31 953		31 953
RANSPACH LE BAS	33 154		33 154
RANSPACH LE HAUT	4 406		4 406
RANTZWILLER	28 119		28 119
SCHLIERBACH	88 978	-9 975	79 003
SIERENTZ	1 365 540	-32 130	1 333 410
STEINBRUNN LE HAUT	15 377		15 377
STETTEN	5 687		5 687
UFFHEIM	19 775		19 775
WALBACH	11 995		11 995
WALTENHEIM	8 761		8 761
WENTZWILLER	32 485		32 485
ZAESSINGUE	7 489		7 489
TOTAL	24 477 906	-175 814	24 302 092

2018

- ✓ Les communes de Saint-Louis et de Héringue, ont décidé d'engager une procédure en vue de modifier les limites des bans communaux respectifs.
- Rattacher à Saint-Louis l'emprise du Quartier des Lys contigüe au tissu urbain de la Ville,
 - Adjoindre au territoire de la commune de Héringue un secteur complémentaire de l'emprise de l'Euroairport en cohérence avec le pôle de maintenance aéronautique existant

Il a été décidé que la commune de Saint-Louis renoncera à percevoir, à hauteur de 50%, au profit de la commune de Héringue, la Contribution Foncière des Entreprises encaissée par Saint-Louis Agglomération et reversée à la commune de Saint-Louis par attribution de compensation au titre de la zone aéroportuaire échangée soit 323 202,50€ montant résultant de l'assiette fiscale 2015 des entreprises concernées.

Tableau n°4 : montant des attributions de compensation après transfert par commune en 2018

COMMUNES MEMBRES	AC	Charges n°1 transférées	Transfert de produit	TOTAL
BARTENHEIM	750 054	-22 200		727 854
BLOTZHEIM	530 915	-16 005		514 910
BUSCHWILLER	10 352			10 352
HEGENHEIM	312 098	-11 025		301 073
HESINGUE	3 246 971	-33 300	323 202,50	3 536 874
HUNINGUE	5 295 022	-15 253		5 279 769
KEMBS	1 033 507	-4 800		1 028 707
ROSENAU	694 138			694 138
ST.LOUIS	8 821 916	-30 136	-323 202,50	8 468 578
VILLAGE-NEUF	1 672 831			1 672 831
ATTENSCHWILLER	70 210	-990		69 220
BRINCKHEIM	3 161			3 161
FOLGENSBOURG	51 488			51 488
GEISPITZEN	11 605			11 605
HAGENTHAL LE BAS	106 131			106 131
HAGENTHAL LE HAUT	20 276			20 276
HELFRANTZKIRCH	22 818			22 818
KAPPELEN	19 460			19 460
KNOERINGUE	7 069			7 069
KOETZINGUE	4 139			4 139
LANDSER	46 312			46 312
LEYMEN	53 927			53 927
LIEBENSWILLER	958			958
MAGSTATT LE BAS	11 816			11 816
MAGSTATT LE HAUT	2 400			2 400
MICHELBACH LE BAS	9 344			9 344
MICHELBACH LE HAUT	15 269			15 269
NEUWILLER	31 953			31 953
RANSPACH LE BAS	33 154			33 154
RANSPACH LE HAUT	4 406			4 406
RANTZWILLER	28 119			28 119
SCHLIERBACH	88 978	-9 975		79 003
SIERENTZ	1 365 540	-32 130		1 333 410
STEINBRUNN LE HAUT	15 377			15 377
STETTEN	5 687			5 687
UFFHEIM	19 775			19 775
WALBACH	11 995			11 995
WALTENHEIM	8 761			8 761
WENTZWILLER	32 485			32 485
ZAESSINGUE	7 489			7 489
TOTAL	24 477 906	-175 814		24 302 092,00

2019

- ✓ Au 1^{er} Janvier 2019, Saint-Louis Agglomération a pris la compétence « contribution au SDIS » pour toutes ses communes membres. Pour assurer une égalité de traitement entre les 40 communes membres de Saint-Louis Agglomération, il a été décidé de ne pas appliquer le mécanisme des transferts de charges au titre des contributions au SDIS des 17 communes membres de l'ex CC du Pays de Sierentz et des 13 communes de l'ex CC Porte du Sundgau dont le montant global est égal à 148 000 euros et de verser des attributions de neutralisation à certaines communes.

Tableau n°5 : évaluation des charges de transférées (Réunion CLECT du 29/09/2017)

	TOTAL
Kembs	19 015
Bartenheim	13 563
Helfrantzkirch	1 367
Kœtzingue	1 304
Brinckheim	1 575
Magstatt-le-Haut	552
Folgensbourg	203
Wentzwiller	506
Ranspach-le-Haut	2 954
Michelbach-le-Haut	1 234
Knœringue	1 892
	44 165

- ✓ Également, Saint-Louis Agglomération a restitué aux 13 communes de l'ex CC Porte du Sundgau la contributions au Syndicat Mixte des Gardes Champêtres Intercommunaux du Haut-Rhin.

Tableau n°6 : évaluation des charges de transférées (Réunion CLECT du 29/09/2017)

	TOTAL
Attenschwiller	3 006
Folgensbourg	2 940
Hagenthal-le-Bas	4 073
Hagenthal-le-Haut	2 087
Knœringue	1 399
Leymen	4 513
Liebenswiller	936
Michelbach-le-Bas	2 347
Michelbach-le-Hau	2 314
Neuwiller	1 972
Ranspach-le-Bas	2 284
Ranspach-le-Hau	1 910
Wentzwiller	2 453
	32 234

Tableau n°7 : montant des attributions de compensation après transfert par commune en 2019

COMMUNES MEMBRES	AC suite au transfert n° 1	Transfert de charges n°2		TOTAL
		Neutralisation contributions au SDIS	Contribution Brigade verte	
BARTENHEIM	727 854	13 563		741 417,00
BLOTZHEIM	514 910			514 910,00
BUSCHWILLER	10 352			10 352,00
HEGENHEIM	301 073			301 073,00
HESINGUE	3 536 874			3 536 873,50
HUNINGUE	5 279 769			5 279 769,00
KEMBS	1 028 707	19 015		1 047 722,00
ROSENAU	694 138			694 138,00
ST.LOUIS	8 468 578			8 468 577,50
VILLAGE-NEUF	1 672 831			1 672 831,00
ATTENSCHWILLER	69 220		3 006	72 226,00
BRINCKHEIM	3 161	1 575		4 736,00
FOLGENSBURG	51 488	203	2 940	54 631,00
GEISPITZEN	11 605			11 605,00
HAGENTHAL LE BAS	106 131		4 073	110 204,00
HAGENTHAL LE HAUT	20 276		2 087	22 363,00
HELFRANTZKIRCH	22 818	1 367		24 185,00
KAPPELEN	19 460			19 460,00
KNOERINGUE	7 069	1 892	1 399	10 360,00
KOETZINGUE	4 139	1 304		5 443,00
LANDSER	46 312			46 312,00
LEYMEN	53 927		4 513	58 440,00
LIEBENSWILLER	958		936	1 894,00
MAGSTATT LE BAS	11 816			11 816,00
MAGSTATT LE HAUT	2 400	552		2 952,00
MICHELBACH LE BAS	9 344		2 347	11 691,00
MICHELBACH LE HAUT	15 269	1 234	2 314	18 817,00
NEUWILLER	31 953		1 972	33 925,00
RANSPACH LE BAS	33 154		2 284	35 438,00
RANSPACH LE HAUT	4 406	2 954	1 910	9 270,00
RANTZWILLER	28 119			28 119,00
SCHLIERBACH	79 003			79 003,00
SIERENTZ	1 333 410			1 333 410,00
STEINBRUNN LE HAUT	15 377			15 377,00
STETTEN	5 687			5 687,00
UFFHEIM	19 775			19 775,00
WALBACH	11 995			11 995,00
WALTENHEIM	8 761			8 761,00
WENTZWILLER	32 485	506	2 453	35 444,00
ZAESSINGUE	7 489			7 489,00
TOTAL	24 302 092,00	44 165,00	32 234,00	24 378 491,00

Ainsi, les attributions de compensation représentent au global en 2024 un total de 24 378 491 millions d'euros.

Tableau n°8 : tableau de synthèse des attributions de compensation

COMMUNES MEMBRES	AC	Transfert de charges n°1	AC après transfert n° 1	Transfert de produit	AC après transfert de produit	Transfert de charges n°2		TOTAL 2024
						Neutralisation contributions au SDIS	Contribution Brigade verte	
BARTENHEIM	750 054	-22 200	727 854		727 854	13 563		741 417,00
BLOTZHEIM	530 915	-16 005	514 910		514 910			514 910,00
BUSCHWILLER	10 352		10 352		10 352			10 352,00
HEGENHEIM	312 098	-11 025	301 073		301 073			301 073,00
HESINGUE	3 246 971	-33 300	3 213 671	323 202,50	3 536 874			3 536 873,50
HUNINGUE	5 295 022	-15 253	5 279 769		5 279 769			5 279 769,00
KEMBS	1 033 507	-4 800	1 028 707		1 028 707	19 015		1 047 722,00
ROSENAU	694 138		694 138		694 138			694 138,00
ST.LOUIS	8 821 916	-30 136	8 791 780	-323 202,50	8 468 578			8 468 577,50
VILLAGE-NEUF	1 672 831		1 672 831		1 672 831			1 672 831,00
ATTENSCHWILLER	70 210	-990	69 220		69 220		3 006	72 226,00
BRINCKHEIM	3 161		3 161		3 161	1 575		4 736,00
FOLGENSBOURG	51 488		51 488		51 488	203	2 940	54 631,00
GEISPITZEN	11 605		11 605		11 605			11 605,00
HAGENTHAL LE BAS	106 131		106 131		106 131		4 073	110 204,00
HAGENTHAL LE HAUT	20 276		20 276		20 276		2 087	22 363,00
HELFRANTZKIRCH	22 818		22 818		22 818	1 367		24 185,00
KAPPELEN	19 460		19 460		19 460			19 460,00
KNOERINGUE	7 069		7 069		7 069	1 892	1 399	10 360,00
KOETZINGUE	4 139		4 139		4 139	1 304		5 443,00
LANDSER	46 312		46 312		46 312			46 312,00
LEYMEN	53 927		53 927		53 927		4 513	58 440,00
LIEBENSWILLER	958		958		958		936	1 894,00
MAGSTATT LE BAS	11 816		11 816		11 816			11 816,00
MAGSTATT LE HAUT	2 400		2 400		2 400	552		2 952,00
MICHELBACH LE BAS	9 344		9 344		9 344		2 347	11 691,00
MICHELBACH LE HAUT	15 269		15 269		15 269	1 234	2 314	18 817,00
NEUWILLER	31 953		31 953		31 953		1 972	33 925,00
RANSPACH LE BAS	33 154		33 154		33 154		2 284	35 438,00
RANSPACH LE HAUT	4 406		4 406		4 406	2 954	1 910	9 270,00
RANTZWILLER	28 119		28 119		28 119			28 119,00
SCHLIERBACH	88 978	-9 975	79 003		79 003			79 003,00
SIERENTZ	1 365 540	-32 130	1 333 410		1 333 410			1 333 410,00
STEINBRUNN LE HAUT	15 377		15 377		15 377			15 377,00
STETTEN	5 687		5 687		5 687			5 687,00
UFFHEIM	19 775		19 775		19 775			19 775,00
WALBACH	11 995		11 995		11 995			11 995,00
WALTENHEIM	8 761		8 761		8 761			8 761,00
WENTZWILLER	32 485		32 485		32 485	506	2 453	35 444,00
ZAESSINGUE	7 489		7 489		7 489			7 489,00
TOTAL	24 477 906	-175 814	24 302 092,00		24 302 092,00	44 165,00	32 234,00	24 378 491,00

4. L'IMPACT DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION

4.1. LES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION AU SEIN DU BUDGET DE SAINT LOUIS AGGLOMERATION

Les attributions de compensation versées par Saint-Louis Agglomération représentent, en 2023, 24 millions d'euros de dépenses soit 34% des dépenses de fonctionnement et l'équivalent de 30% des recettes de fonctionnement.

A noter que le montant moyen par habitant des attributions de compensation sur le territoire de Saint-Louis Agglomération s'élève à 287€ alors que la moyenne nationale est d'environ 80€ par habitant (toute strate confondue), et de 156 € par habitant (à strate identique).

Graphique n°1 : structure des dépenses réelles de fonctionnement 2023 du budget principal

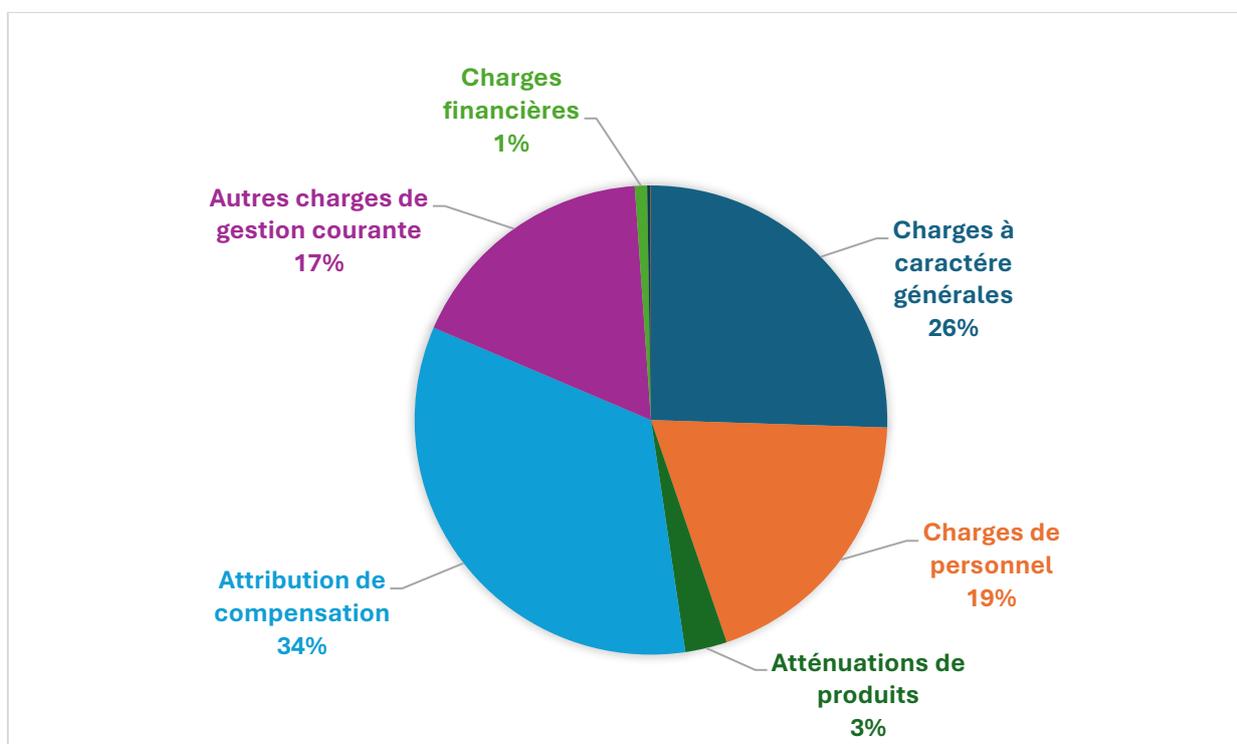


Tableau 9 : Evolution de la part des AC dans les dépenses de fonctionnement

FONCTIONNEMENT	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
TOTAL FONCTIONNEMENT	58 736 235,62 €	59 362 927,69 €	62 318 635,92 €	63 998 562,09 €	64 817 498,65 €	71 757 257,10 €	71 139 337,63 €
Evolution de la part AC	41,37%	40,94%	39,12%	38,09%	37,61%	33,97%	34,27%

Tableau 10 : Evolution de la part des AC dans les recettes de fonctionnement

FONCTIONNEMENT	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
TOTAL FONCTIONNEMENT	59 158 021,89 €	63 845 999,62 €	69 678 307,81 €	69 164 097,50 €	67 216 543,33 €	73 451 698,35 €	81 832 658,11 €
Evolution de la part AC	41,08%	38,06%	34,99%	35,25%	36,27%	33,19%	29,79%

4.2 EVOLUTION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Tableau 11 : Les dépenses de fonctionnement de 2017 à 2023

FONCTIONNEMENT	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Charges générales :	11 755 031,51 €	11 908 023,90 €	12 976 800,29	12 970 598,78 €	13 517 024,90 €	16 462 965,08 €	16 522 094,70 €
Charges de personnel :	9 168 351,68 €	9 778 729,61 €	10 517 395,98	11 531 665,54 €	12 212 354,40 €	12 918 178,11 €	13 546 906,23 €
Atténuation de produits :	26 724 112,33 €	26 859 820,36 €	26 189 511,89	26 325 887,00 €	26 092 366,37 €	25 835 741,64 €	26 445 182,80 €
AC	24 302 092,00	24 302 092,00	24 378 491,00	24 378 491,00	24 378 491,00	24 378 491,00	24 378 491,00
Autres charges de gestion :	8 440 478,62 €	8 098 925,49 €	8 470 040,15	9 441 658,20 €	9 928 548,39 €	11 063 933,83 €	10 681 956,13 €
Charges financières :	631 216,95 €	627 438,03 €	580 797,13	517 415,47 €	444 682,21 €	566 729,27 €	591 365,38 €
Charges exceptionnelles :	45 741,81 €	3 656,67 €	83 464,85	385 261,65 €	168 458,33 €	1 660 248,17 €	138 352,38 €
Amortissement et autres :	1 971 302,72 €	2 086 333,63 €	3 500 625,63	2 826 075,45 €	2 454 064,05 €	3 249 461,00 €	3 213 480,01 €
TOTAL FONCTIONNEMENT	58 736 235,62 €	59 362 927,69 €	62 318 635,92 €	63 998 562,09 €	64 817 498,65 €	71 757 257,10 €	71 139 337,63 €

Les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 12 403 102,01 € entre 2017 et 2023, cela représente une hausse de 21.12 %.

Tableau 12 : Les recettes de fonctionnement de 2017 à 2023

FONCTIONNEMENT	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Produits et compensations fiscales :	45 536 896,36 €	46 568 761,20 €	50 596 205,31 €	47 336 238,30 €	49 838 247,96 €	44 959 380,40 €	53 548 839,07 €
Dotations :	8 703 866,03 €	10 292 130,25 €	9 360 754,51 €	12 674 091,74 €	10 150 338,96 €	19 122 790,21 €	23 110 390,68 €
Produit des services et de gestion	4 917 259,50 €	3 671 236,44 €	5 238 276,06 €				240 310,12 €
Produits exceptionnels :	- €	55 280,93	- €	560 752,94 €	203 172,77 €	584 383,59 €	362 306,44 €
Atténuations de charges :	- €	- €	- €	148 347,97 €	154 150,97 €	82 376,15 €	26 794,28 €
Opérations d'ordre (amortissements) :	- €	- €	- €	49 805,06 €	100 510,23 €	970 164,10 €	101 927,48 €
Résultat reporté de N-1 :	- €	3 258 590,80 €	4 483 071,93 €	5 058 158,40 €	2 685 841,53 €	3 069 144,71 €	233 182,84 €
TOTAL FONCTIONNEMENT	59 158 021,89 €	63 845 999,62 €	69 678 307,81 €	69 164 097,50 €	67 216 543,33 €	73 451 698,35 €	81 832 658,11 €

Les recettes de fonctionnement ont augmenté de 22 674 636,22 € entre 2017 et 2023 cela représente une hausse de 38.33%.

4.2 EVOLUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Tableau 13 : Les dépenses d'investissement de 2017 à 2023

INVESTISSEMENT	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dette :	2 190 171,12 €	2 313 837,93 €	2 255 405,67	2 280 112,96 €	13 748 698,97 €	3 300 788,48 €	3 379 268,29 €
Subventions d'équipement :	158 628,32 €	1 287 374,26 €	2 285 058,9	3 326 515,28 €	3 116 750,49 €	1 489 842,27 €	1 113 321,21 €
Etudes :	277 640,38 €	456 037,48 €	862 552,52	641 724,31 €	430 489,73 €	476 035,65 €	656 009,16 €
Acquisitions foncières :	79 137,28 €	80 536,80 €	649 019,27	748 070,79 €	6 700,00 €	- €	- €
Aménagement urbain :	275 694,61 €	50 721,88 €	544 333,43	337 566,17 €	126 314,58 €	249 393,26 €	886 441,36 €
Transports publics :	16 930 685,37 €	9 140 815,71 €	4 284 930,14	341 364,77 €	584 279,64 €	737 070,85 €	126 133,55 €
Voirie :	123 018,78 €	38 025,96 €	58 754,05	781 446,91 €	2 427 014,24 €	645 435,75 €	792 241,48 €
Tourisme :	102 287,33 €	1 036 650,06 €	391 174,31	876 066,14 €	177 466,81 €	869 060,54 €	532 263,15 €
Sport :	380 400,25 €	277 691,84 €	459 614,74	290 439,38 €	750 415,59 €	298 903,26 €	355 369,01 €
Service Habitat, Politique de la Vil	- €	15 109,33 €	4 792,28	110 414,70 €	37 783,45 €	13 131,60 €	10 153,96 €
Déchets ménagers :	847 712,19 €	1 160 248,10 €	806 646,31	498 959,76 €	943 103,21 €	648 458,87 €	881 506,80 €
Service du Patrimoine :	636 345,00 €	303 114,91 €	1 371 79,87	39 978,42 €	51 047,17 €	128 480,86 €	81 454,06 €
Service Aménagement :	37 818,00 €	19 910,40 €	65 602,2	38 156,14 €	12 021,72 €	28 835,75 €	32 655,08 €
Service Urbanisme :	- €	6 790,80 €	0	9 951,33 €	1 496,76 €	40 452,00 €	3 270,00 €
Service Développement Durable :	1 828,80 €	248 404,37 €	62 14,76	679,26 €	17 868,08 €	1 500,00 €	21 353,74 €
Service Développement Economiqu	- €	11 637,60 €	303,6	4 629,91 €	- €	- €	9 408,00 €
SIG :	22 951,45 €	3 042,00 €	24 592,8	30 776,34 €	21 423,60 €	5 286,00 €	- €
RAM :	35 425,83 €	28 682,16 €	20 158,28	8 146,61 €	89 023,69 €	23 008,18 €	8 524,30 €
Promotion langue régionale :	13 468,74 €	1 429,19 €	2 113,2	399,60 €	238,80 €	- €	- €
Médiathèque :	20 648,69 €	6 483,60 €	4 075,2	34 547,23 €	47 073,70 €	12 939,23 €	11 330,70 €
Multi-accueil et Centres de loisirs	15 346,80 €	51 083,35 €	163 768,03	67 273,29 €	154 064,23 €	54 084,25 €	88 238,53 €
Fonds de résistance:	- €	- €	0	231 000,00 €	63 402,40 €	- €	- €
Imprévus :	10 250,00 €	- €	0	- €	- €	- €	- €
Administration Générale :	499 398,17 €	358 130,76 €	1 471 507,82	401 846,64 €	1 131 253,83 €	320 140,31 €	220 623,13 €
Opérations d'ordre (amortisseme	57 550,00 €	55 280,93 €	45 113,34	49 805,06 €	100 510,23 €	970 164,10 €	101 927,48 €
Opérations Patrimoniales :		909 359,95 €	152 256,27	5 054,05 €	467 417,50 €	1 352 016,88 €	543,00 €
Résultat reporté de N-1 :		- €	383 381,7	3 583 299,11 €	2 659 898,17 €	2 171 324,03 €	274 128,05 €
TOTAL INVESTISSEMENT	22 716 407,11 €	17 860 399,37 €	15 078 548,69 €	14 738 224,16 €	27 165 756,59 €	13 836 352,12 €	9 586 164,04 €